

Définition et mesure

Parmi les différents indicateurs présents dans le système des comptes nationaux (SCN), le revenu national net (RNN) par habitant est celui qui permet le mieux la comparaison entre pays du bien-être économique. Le RNN se définit comme le produit intérieur brut (PIB) plus les revenus nets des salaires et investissements à l'étranger, moins l'amortissement du capital fixe (habitations, bâtiments, équipement, matériel de transport et infrastructure physique) par usure et obsolescence. Les estimations du RNN par habitant sont sujettes à plus d'incertitudes que celles du PIB par habitant, indicateur le plus couramment utilisé du revenu national (qui figurait dans les éditions précédentes du *Panorama de la société*) du fait des difficultés pratiques de mesure des flux internationaux de revenus et de l'amortissement du capital fixe. Faute de données sur ce dernier point, on ne dispose pas pour la Hongrie et la Pologne d'estimations du RNN : néanmoins, d'après les valeurs de leur revenu national « brut » par habitant (14 000 et 11 000 USD respectivement en 2003), on peut penser que ces deux pays se situent dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus, entre 10 000 et 20 000 USD (graphique GE1.1).

Pour les comparaisons entre pays, les mesures du RNN en monnaie nationale sont converties en une unité commune basée sur les parités de pouvoir d'achat (PPA), qui indiquent quelle somme en monnaie nationale permet d'acheter dans chaque pays le même panier de biens et services qu'un dollar aux États-Unis. Ces estimations des PPA sont calculées (conjointement par l'OCDE et Eurostat) en comparant les prix d'environ 2 500 articles dans différents pays (Schreyer et Koechlin, 2002). Le RNN par habitant s'obtient en divisant le RNN par le nombre d'habitants, ce qui comprend aussi bien les individus qui vivent dans des ménages privés que ceux qui vivent dans des institutions collectives. Les estimations du RNN et des PPA sont toutes deux affectées d'erreurs statistiques : de ce fait, les différences entre pays qui ne dépassent pas 5 % ne sont pas significatives.

En moyenne, pour les 28 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, le revenu national par habitant a atteint un niveau d'environ 24 000 USD en 2004. Cette année là, trois pays de l'OCDE (les États-Unis, le Luxembourg, la Norvège) présentaient un revenu par habitant de plus de 30 000 USD, six avaient un revenu par habitant inférieur à 20 000 USD et deux (Mexique et Turquie) inférieur à 10 000 USD (graphique GE1.1). En moyenne, le RNN par habitant des pays de l'OCDE a augmenté d'environ 15 % depuis 2000, et du double en Grèce et en République slovaque. Considérée sur une plus longue période, la croissance du RNN par habitant dans la zone de l'OCDE s'est accompagnée de réductions sensibles de la dispersion entre pays dans les années 70 et 80, mais ce mouvement de convergence s'est arrêté dans les années 90. Parmi les grands pays, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont vu se creuser depuis le début des années 90 l'écart de leur RNN par habitant par rapport aux États-Unis (jusqu'à 28-35 %), tandis que le Royaume-Uni a enregistré une notable réduction de cet écart (à moins de 20 %).

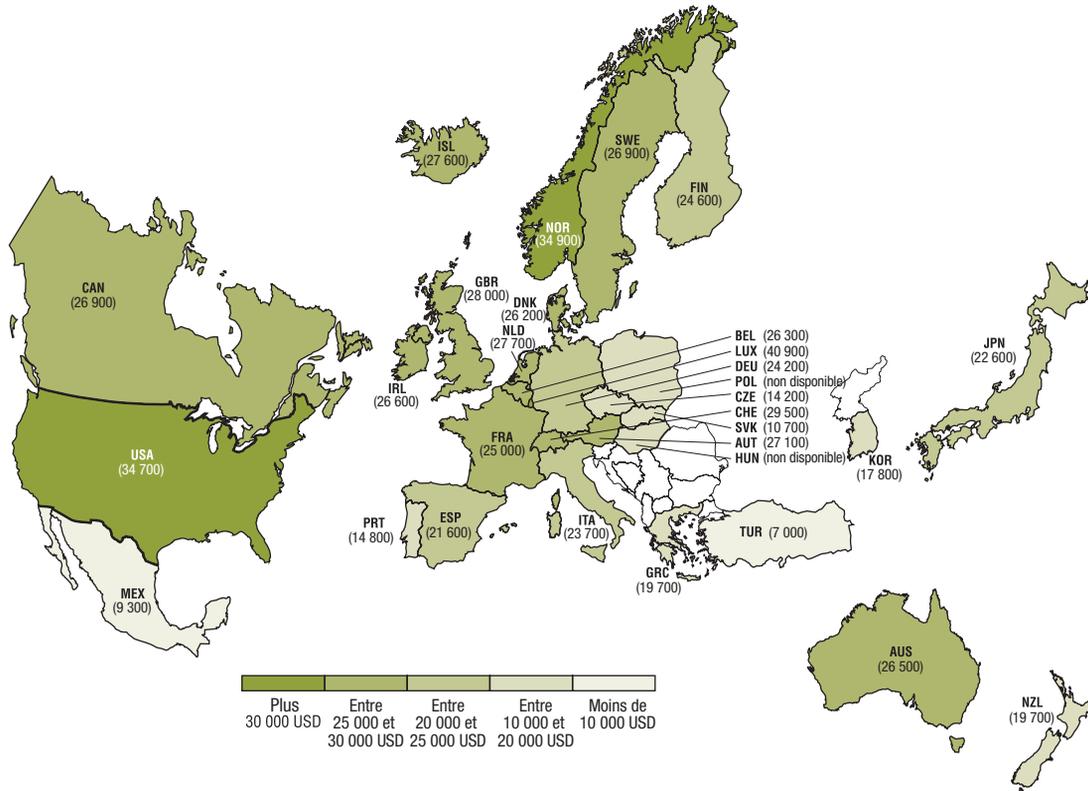
Les pays de l'OCDE qui affichent le revenu moyen le plus élevé tendent à dépenser plus en protection sociale (dépenses publiques et privées obligatoires). Cette relation, explicitée dans l'édition 2005 du *Panorama de la société* pour le PIB par habitant, vaut aussi pour le RNN par habitant. Elle est très étroite pour les dépenses de santé, mais elle est valable aussi dans une moindre mesure pour les

dépenses autres. Il y a à cela plusieurs explications. Beaucoup de dépenses sociales consistent en revenus de remplacement versés aux personnes privées d'emploi ou aux personnes âgées : à mesure qu'un pays devient plus prospère, le montant des prestations sociales s'accroît. Par ailleurs, d'autres dépenses sociales reflètent le coût de certains services – soins médicaux ou garde d'enfants, par exemple : en même temps que la rémunération des prestataires de ces services augmente avec celle des autres travailleurs, les dépenses sociales s'accroissent (Arjona et al., 2001).

Pour toutes ces raisons, la progression du PIB par habitant ne réduit pas la demande de dépenses sociales. En effet, à mesure que les revenus augmentent, les individus peuvent en consacrer une part croissante à l'achat de services sociaux (autrement dit, l'élasticité-revenu des dépenses sociales peut être supérieure à un). Les données relatives aux pays de l'OCDE confirment ce schéma : la part du revenu national consacrée aux dépenses sociales augmente avec le revenu par habitant, même si la proportion varie selon les pays. Cela s'applique aussi bien aux soins de santé qu'aux dépenses sociales autres (graphique GE1.2). Le niveau des dépenses sociales du Danemark et de la Suède est sensiblement plus élevé que ce que l'on attendrait, compte tenu de leur revenu par habitant ; inversement, le Mexique, la Corée et dans une moindre mesure les États-Unis dépensent sensiblement moins.

GE1.1. Le revenu national net par habitant des pays de l'OCDE varie entre 7 000 et 40 000 USD

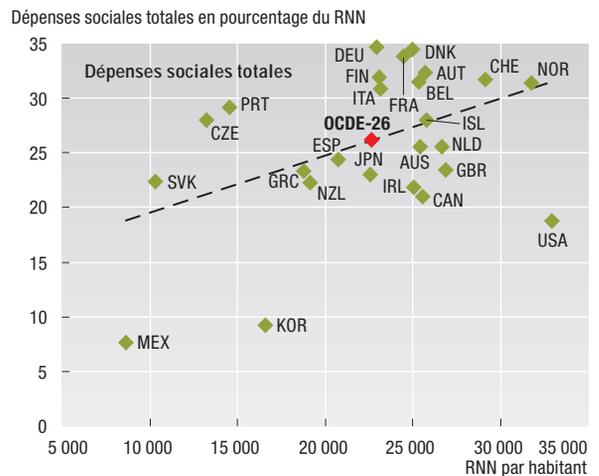
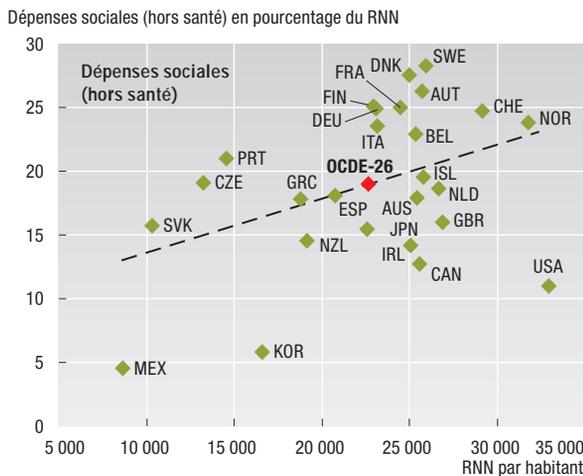
RNN en USD aux prix courants convertis à l'aide des PPA de 2004



Source : Comptes nationaux annuels des pays de l'OCDE.

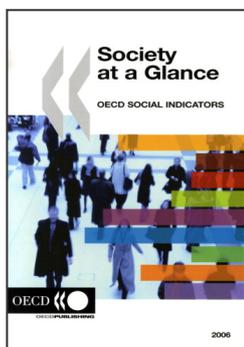
GE1.2. À mesure que le revenu par habitant augmente, les pays de l'OCDE consacrent une plus grande part de leur revenu national aux dépenses sociales

RNN par habitant et proportion du revenu national consacrée aux dépenses sociales (hors santé) et aux dépenses sociales totales, 2003



Note : Les dépenses sociales totales comprennent les dépenses publiques et privées obligatoires. Il s'agit de données préliminaires.
Source : Comptes nationaux annuels des pays de l'OCDE et Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

Pour en savoir plus ■ Arjona, R., M. Ladaique et M. Pearson (2001), « Growth, Inequality and Social Protection », Politique du marché du travail et politiques sociales, Document hors série n° 51, OCDE, Paris. ■ OCDE (2004), Comptes nationaux des pays de l'OCDE, OCDE, Paris. ■ Schreyer P. et F. Koehlin (2002), « Purchasing Power Parities - Measurement and Uses », OECD Statistics Brief, n° 3, mars, OCDE, Paris.



Extrait de :
Society at a Glance 2006
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Revenu national par habitant », dans *Society at a Glance 2006 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.